



Conseil économique et social

Distr. limitée
7 avril 2011
Français
Original : anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2011

20-23 juin 2011

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire**

Projet de descriptif de programme de pays***

Monténégro

Résumé

Le projet de descriptif de programme pour le Monténégro est présenté au Conseil d'administration pour examen et commentaires. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global de 3,75 millions de dollars à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 8 millions de dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales pour la période de 2012 à 2016.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (19 mai 2011).

** E/ICEF/2011/8.

*** Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Web de l'UNICEF, avec le tableau des résultats, au plus tard six semaines après l'examen du descriptif de programme de pays à la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration. Le descriptif de programme de pays révisé sera ensuite soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2011.



Données de base†

(2009, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants de moins de 18 ans (en millions)	0,1
TMM5 (pour 1 000 naissances vivantes)	9
Insuffisance pondérale (% , modérée ou grave, 2002)	2
(% urbains/ruraux, les plus pauvres/les plus riches)	2/1, 4/1
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (2007)	13 ^a
Taux d'inscription et de fréquentation scolaire dans l'enseignement primaire (% net, garçons et filles, 2005).	98/97 ^b
Élèves atteignant la dernière année de l'enseignement primaire (% , 2005)	97 ^c
Utilisation de sources d'eau potable de meilleure qualité (% , 2008).	98
Utilisation d'installations sanitaires de meilleure qualité (% , 2008)	92
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (%)	
Enfants qui travaillent (% , mineurs de 5 à 14, 2005)	10
Enregistrement des naissances (% des moins de 5 ans, 2005-2006)	98
(% hommes/femmes)	97/99
(ruraux/urbains).	98/99
(les plus pauvres/les plus riches)	94/99
RNB par habitant (dollars des États-Unis).	6 550
Enfants de 1 an ayant reçu les trois doses de vaccins combinés DTC3 (%)	92
Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (%)	86

† Des données nationales plus détaillées sur les enfants et les femmes sont disponibles sur le site Web à l'adresse www.childinfo.org.

^a L'estimation du Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité maternelle (OMS/UNICEF/FNUAP et Banque mondiale, et des agents techniques indépendants) de 2008, corrigée pour tenir compte d'une classification erronée et de lacunes en matière de mortalité maternelle, est de 15 décès pour 100 000 naissances vivantes. Pour de plus amples informations, se reporter à l'adresse suivante : www.childinfo.org/maternal_mortality.html.

^b Données d'enquêtes.

^c Données d'enquêtes.

La situation des enfants et des femmes

1. Moins de cinq ans après avoir recouvré son indépendance, le Monténégro est devenu candidat à l'adhésion à l'Union européenne le 17 décembre 2010. Il a réalisé des progrès appréciables dans l'harmonisation de son cadre juridique avec les normes internationales en vigueur et de multiples éléments de réforme sont en cours. Il reste, malgré les effets de la crise financière mondiale, un pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) et est en bonne voie de réaliser la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement. Pays pluriethnique, géopolitiquement stable, doté d'un programme national privilégiant les droits de l'enfant, le Monténégro est très bien placé pour assurer à tous les enfants une situation équitable.

2. Le Comité des droits de l'enfant a communiqué ses premières observations finales sur le Monténégro en octobre 2010. En novembre 2010, l'Union européenne a émis son « avis » favorable sur la demande d'adhésion du pays. Les deux documents historiques ont des effets importants sur la situation des femmes et des enfants, illustrant ainsi que, malgré les progrès enregistrés, les disparités constituent une entrave à la réalisation des droits de l'enfant.

3. La crise économique mondiale et la détérioration de la situation économique de 5,7 % qui en a découlé ont eu pour conséquence d'accentuer la pauvreté et les inégalités en 2009. Le taux de pauvreté global en 2009 est passé de 4,9 % à 6,8 %, tandis que le coefficient de Gini atteignait 1,4, pour se hisser à deux tiers au-dessus du chiffre de 2008¹. Les disparités régionales ont encore été aggravées par la crise : 62 % des pauvres vivent dans le nord du pays. Les familles ayant un minimum de deux enfants risquent deux fois plus de sombrer dans la pauvreté que la moyenne nationale². Alors que l'économie est censée se redresser au cours des prochaines années, les problèmes macroéconomiques persisteront.

4. Les réfugiés et les Roms non immatriculés demeurent les plus vulnérables au Monténégro. Près de 40 % des Roms, dont les deux tiers sont des enfants, n'ont ni acte de naissance ni certificat de nationalité³. Leur taux d'analphabétisme, qui est de 42 %, peut aller jusqu'à 55 % pour les femmes⁴. Un peu plus du tiers des enfants roms en âge de fréquenter l'école primaire achèvent leur cycle, et moins de 14 % sont inscrits à l'école maternelle⁵. La première stratégie nationale d'apprentissage précoce et d'enseignement préscolaire, adoptée en septembre 2010, permet de rompre le cycle d'exclusion de l'ensemble des filles et garçons vulnérables

5. Selon des statistiques officielles publiées par le Monténégro, le taux de mortalité national des moins de 5 ans avait été réduit de moitié au cours des cinq dernières années et porté à 6 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2009⁶. L'étude de l'UNICEF financée par l'organisation Irish Aid a indiqué que le taux de mortalité des moins de 5 ans était environ trois fois plus élevé chez les enfants roms. Elle a également révélé, chez les adolescents roms les plus exposés, une méconnaissance du VIH/sida, l'existence de comportements à hauts risques parmi la population masculine ainsi qu'un très faible taux de scolarisation, notamment des filles⁷.

6. La situation des femmes appelle davantage d'attention. Il y a actuellement 10 femmes parlementaires sur 81, et un nombre infime de femmes occupent des postes de responsabilité. Les attitudes envers la violence sexiste sont troublantes. L'adoption de la loi de 2010 relative à la protection contre la violence familiale, qui prévoit notamment des mesures visant à protéger les enfants de la violence familiale et à enrayer la violence dans les familles à risque, figure parmi les faits nouveaux positifs à signaler. Il y a néanmoins lieu de renforcer les capacités et d'accroître les investissements consacrés à la mise en place d'infrastructures généralisées.

¹ Organisme de statistique du Monténégro (Monstat), 2010 (www.monstat.org).

² Monstat, « Poverty Analysis in Montenegro » (analyse de la pauvreté au Monténégro), 2009.

³ UNICEF et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), « Civil Registration and the Prevention of Statelessness: A survey on RAE in Montenegro », 2009.

⁴ Monstat, « Database on RAE Population in Montenegro », 2009.

⁵ Ibid.

⁶ Monstat, 2010, *Statistical Yearbook*, tableaux 4 à 10, « Birth rates, death rates and marriages », p. 45

⁷ UNICEF, « Breaking the Cycle of Exclusion: Roma Children in South-East Europe », 2007.

7. Il faut s'attacher à assurer le respect et la protection des droits des minorités et des groupes vulnérables, tels que les enfants handicapés, première étape vers un développement socioéconomique équitable favorable à l'élimination des disparités. L'adoption en 2010 de la loi sur la lutte contre la discrimination constitue une importante réalisation au titre du renforcement du cadre juridique.

8. Les comportements vis-à-vis des enfants handicapés évoluent et d'importantes mesures ont été prises pour favoriser leur insertion sociale. Des études réalisées sur les connaissances, les comportements et les pratiques au début et à la fin de la première phase de la campagne de 2010 intitulée « It's About Ability » (« C'est une question d'aptitude ») ont révélé une évolution positive des comportements vers l'insertion des enfants handicapés dans la société. Le taux de ceux qui estiment que les enfants handicapés ne doivent vivre que dans des établissements spéciaux a chuté, et les parents sont, plus que jamais auparavant, ouverts à l'idée que leurs enfants se lient d'amitié avec d'autres enfants handicapés et soient dans les mêmes classes⁸. Si d'importantes mesures ont été prises pour promouvoir des politiques d'enseignement intégré, leur application reste difficile et l'évolution des normes sociales est lente. On continue de s'attacher tout particulièrement à créer une gamme complète de services de remplacement destinés aux enfants dépourvus de soins parentaux ou affligés d'une infirmité. Comme il ressort de la Stratégie de développement social et de protection de l'enfant au Monténégro, certains éléments du régime de protection sociale du pays ne cadrent pas avec les engagements pris au niveau international.

9. Selon la troisième série d'enquêtes par grappes à indicateurs multiples et l'étude de l'UNICEF consacrée au développement de la petite enfance, une plus grande attention doit être accordée à la promotion de l'allaitement maternel, à la participation des pères et au choix de méthodes autres que les punitions corporelles infligées aux enfants. Plus de la moitié des personnes interrogées – 55 % – ont admis frapper leur enfant au moins une fois par semaine avant la réalisation de l'étude⁹. Une enquête scolaire a révélé qu'environ 48 % des enfants (51 % de garçons et 49 % de filles) étaient victimes d'intimidation¹⁰.

10. Le Gouvernement monténégrin a consacré d'importants efforts à la réforme judiciaire. La toute première loi sur l'administration de la justice pour mineurs a été élaborée, et la nécessité d'un système de justice pour mineurs distinct et d'un cadre de protection intégral a été reconnue.

11. Il y a lieu de poursuivre l'harmonisation de la législation avec les instruments internationaux et d'assurer une application plus rigoureuse des lois et politiques internes. L'administration publique doit être renforcée. L'émergence d'une culture de surveillance du respect des droits de l'enfant doit être favorisée, notamment par le biais du Bureau du Médiateur, du Conseil des droits de l'enfant, de la société civile et des milieux universitaires. Des systèmes statistiques doivent être mieux conçus pour disposer de systèmes intégrés capables d'assurer une collecte et une analyse globales des données.

12. Des problèmes de décentralisation, de pleine démocratisation et de transparence continuent de se poser. Les pratiques locales doivent cadrer avec la législation. Les prestataires de services, les membres de la société civile, les parents,

⁸ UNICEF, 2010.

⁹ UNICEF, 2009.

¹⁰ UNICEF, 2007.

les enfants et les jeunes doivent être plus sollicités et motivés dans le sens d'un développement humain équitable.

Principaux résultats obtenus et enseignements tirés de la coopération antérieure, 2010-2011

Principaux résultats obtenus

13. En peu de temps, le programme de pays a aidé à obtenir des résultats qui rapprochent le Monténégro de l'objectif qu'il s'était fixé, à savoir instaurer une « éthique en faveur des enfants ». Il a permis de mieux harmoniser le cadre juridique relatif à l'enfance, avec les normes de l'ONU et de l'Union européenne et aussi de s'attaquer à des normes sociales qui exigent des efforts soutenus pour aboutir à des changements sociaux durables.

14. Les réformes en matière de justice pour mineurs, de protection contre la traite et d'éducation préscolaire, ont permis de mieux assurer le respect et la protection des enfants au Monténégro. Le projet de loi relatif à la justice pour mineurs a été élaboré avec le soutien de l'UNICEF dans le cadre du programme de réforme du même nom financé par l'Union européenne. Cadrant parfaitement avec la Convention relative aux droits de l'enfant, il ouvre la voie à l'instauration d'un système de justice pour mineurs distinct et à l'application de peines de substitution à l'incarcération. La loi relative à la protection contre la violence familiale, adoptée en juillet 2010, a été promulguée avec le concours du système des Nations Unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le Plan d'action pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de lutte contre la traite a été adopté en janvier 2010. L'UNICEF a aidé à formuler la stratégie d'apprentissage précoce et d'enseignement préscolaire. Il s'agit de la première étape vers la réalisation de l'objectif interministériel d'adoption d'une politique nationale de développement de la petite enfance. L'avis de l'Union européenne sur la demande d'adhésion du pays fait précisément référence au respect des normes définies par l'UNICEF dans le cadre de la réforme du système de garderies d'enfants.

15. Le Gouvernement et l'UNICEF ont conjointement soutenu une campagne nationale en faveur de l'insertion sociale des enfants handicapés. Une initiative multidimensionnelle, dénommée « It's About Ability », a mobilisé plus d'une centaine de partenaires dans le cadre d'une vaste campagne de presse, relayée par un travail de sensibilisation des collectivités locales aux efforts de développement et des interventions effectuées dans le cadre de programmes d'enseignement ouverts à tous et de réduction du placement des enfants en institution. La décision découlait de la constatation faite au sujet de la généralisation des cas de discrimination observés à l'égard des enfants handicapés, notamment ceux placés en institution, ce qui compromettait la réalisation des objectifs du programme. Une évaluation de la première phase de la campagne a révélé des résultats encourageants : le pourcentage de personnes qui pensent que les enfants handicapés ne doivent vivre que dans des établissements spécialisés a chuté de 19 points, passant de 40 % à 21 %. Le pourcentage de ceux qui estiment qu'il est dans l'intérêt des enfants handicapés d'être placés en institution plutôt que de vivre avec leur famille a baissé de 11 %.

16. La première analyse de la situation des enfants au Monténégro a été publiée en 2011, à l'issue de vastes consultations tenues avec un large éventail d'acteurs

gouvernementaux et non gouvernementaux. Elle a permis de recueillir un ensemble de données concrètes nécessaires à la formulation d'une politique fondée sur les droits. Cela a donné lieu à d'importants débats publics d'orientation sur des questions ayant notamment trait aux pratiques parentales, à l'invalidité, aux droits des minorités, à l'inclusion et à la violence à l'encontre des enfants et des femmes.

17. Une réalisation marquante aura été l'accroissement du taux de participation des enfants et des jeunes, grâce au renforcement de la coopération avec la société civile. Cela a découlé des résultats de l'évaluation externe effectuée dans le cadre du projet de réforme du système de justice pour mineurs; des conclusions de l'analyse de situation; et de l'objectif de mise en place d'une structure de surveillance du respect des droits de l'enfant. Des travaux en cours sur les adolescents les plus à risque ont conduit à une nette démarginalisation des adolescents roms, qui s'est traduite par la formation de leurs propres organisations non gouvernementales (ONG).

Enseignements tirés de la coopération passée

18. L'exécution du programme a confirmé que des lois et stratégies étaient des conditions préalables essentielles au progrès, mais que les résultats ne seraient viables que si cette exécution était garantie par des investissements stratégiques consacrés aux enfants, sous forme d'allocation de ressources et de renforcement des capacités à tous les niveaux, y compris dans le domaine de l'enseignement universitaire.

19. Aider le Monténégro à mener à bien ses réformes revient à lui assurer l'accès à des compétences techniques de haute qualité, rassembler divers partenaires et modéliser les stratégies ayant fait leurs preuves dans d'autres contextes, en les adaptant aux réalités locales. Cela appelle également à instaurer des relations étroites avec la société civile et avec les enfants, les jeunes eux-mêmes, en tant qu'agents de changement. Des stratégies de communication judicieuses sont indispensables pour influencer sur les comportements du public et l'élaboration des politiques.

20. Une évaluation externe effectuée en 2010 sur la justice pour mineurs a révélé qu'il importait de mettre davantage l'accent du programme sur la prévention et le resserrement des liens entre l'éducation, la protection sociale et la justice. Elle a également souligné qu'il fallait recueillir des données complètes et faire porter les efforts de l'UNICEF sur la participation des enfants. Elle a dégagé les principaux résultats obtenus sur une courte période et l'importance de poursuivre les investissements afin d'assurer la viabilité et l'impact à long terme du programme.

21. Le Monténégro a connu les pires inondations de son histoire à la fin de l'année 2010 et est en proie aux séismes. Le Gouvernement et l'UNICEF ont convenu de la nécessité impérieuse de mettre davantage l'accent sur la prévention des risques de catastrophe, en s'intéressant de plus près, notamment, à la situation des enfants vulnérables.

Programme de pays pour 2012-2016

Tableau budgétaire récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programme</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	Total
Protection de l'enfance et insertion sociale	1 500	4 800	6 300
Droits de l'enfant, politiques et planification	1 500	2 700	4 200
Dépenses intersectorielles	750	500	1 250
Total	3 750	8 000	11 750

Préparatifs

22. Le présent programme expose l'ensemble des domaines prioritaires définis dans le descriptif de programme de pays pour la période 2010-2011, qui s'inscrivait, comme convenu avec le Gouvernement, dans le cadre d'une vision à moyen terme. Les axes stratégiques se sont dégagés des discussions qui ont eu lieu sur la contribution singulière que l'UNICEF pouvait apporter au pays, compte tenu de ses priorités, de sa situation de pays à revenu intermédiaire et de ses partenariats, dans le cadre de l'initiative Unis dans l'action. La réunion d'évaluation/de stratégie annuelle tenue entre le Gouvernement et l'UNICEF (15 décembre 2010) a confirmé d'importants résultats. De vastes consultations se sont déroulées avec des partenaires nationaux et internationaux. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF a présenté un exposé officiel à la communauté internationale et à la société civile le 14 février 2011. Une consultation a été tenue avec les enfants et les jeunes par le biais des médias sociaux.

Objectifs, principaux résultats et stratégies

23. L'objectif global est d'appuyer les efforts que déploie le Monténégro, dans un plus grand souci d'équité, en faveur de l'insertion d'enfants et de femmes, qui ont besoin d'une protection particulière, vivent dans la pauvreté ou sont socialement marginalisés.

24. Les réformes actuelles touchant les enfants et les jeunes serviront à consolider les progrès accomplis pour que toutes les filles et tous les garçons puissent être bien portants, éduqués, protégés et réaliser pleinement leur potentiel. À cette fin, le programme de pays continuera à privilégier les partenariats, y compris les partenariats naissants avec le secteur privé, le renforcement des capacités et des systèmes, la communication aux fins du développement et l'accès à des solutions éprouvées à même d'appuyer efficacement les efforts que déploient le Gouvernement et la société civile pour accélérer l'équité et l'insertion de tous les garçons et filles.

25. Le programme doit contribuer aux résultats ci-après d'ici à la fin de 2016 : a) réduction par le Monténégro des disparités et des écarts dans l'accès des garçons, filles et familles exclus et vulnérables à des services sociaux de qualité selon les normes établies par l'ONU; b) harmonisation du cadre juridique du pays avec les normes prévues par l'Union européenne et l'ONU et mise en œuvre et suivi des

politiques adaptées à une gouvernance axée sur les enfants et leur insertion sociale; c) application systématique par les autorités nationales et locales des principes et normes de la Convention relative aux droits de l'enfant et des critères de Copenhague (relatifs à l'adhésion à l'Union européenne) et exercice d'une surveillance indépendante.

26. Le programme de pays se compose de deux volets se renforçant mutuellement : la protection des enfants et l'insertion sociale d'une part, les droits de l'enfant, les politiques et la planification, de l'autre. Ces deux volets traduisent la nécessité de continuer à appuyer le Gouvernement et ses institutions dans la réforme du système de protection des enfants et à appliquer la législation relative aux enfants aux niveaux central et local; à investir dans l'insertion sociale et à protéger les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés; à renforcer les capacités de planification, à assurer le suivi des droits de l'enfant et leur budgétisation; et à créer les conditions de viabilité de la jouissance des droits de l'enfant.

27. La communication aux fins du développement sera une stratégie clef. La participation des enfants et des jeunes permettra de renforcer l'axe du programme en matière d'insertion sociale, de prévention du VIH, de préservation de l'environnement, de qualité de l'enseignement, de droits des minorités, d'égalité entre les sexes et de lutte contre la violence, les sévices et le délaissement.

Relations avec les priorités nationales et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

28. Les priorités du programme de pays correspondent très étroitement aux observations finales du Comité des droits de l'enfant ainsi qu'à l'avis de l'Union européenne et au rapport d'analyse. Le programme s'aligne sur le Programme national d'adhésion à l'Union européenne et sur de nombreuses stratégies nationales, notamment la Réforme du système judiciaire (2007-2012), la Stratégie de développement social et de protection des enfants (2008-2012), les stratégies et plans d'action en faveur des Roms, et la stratégie nationale de l'éducation pour tous.

29. La seconde phase du Programme intégré des Nations Unies/plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour la période 2012-2016 a été élaborée avec le concours du Gouvernement et les principaux résultats ont été validés lors d'un séminaire retraite organisé avec les membres du Gouvernement en octobre 2010. Le programme des Nations Unies contribuera à la réalisation des priorités communes axées sur les trois piliers ci-après : gouvernance démocratique, insertion sociale et développement économique durable, et protection de l'environnement.

Relations avec les priorités internationales

30. La Déclaration du Millénaire, les objectifs du Millénaire pour le développement et les priorités du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF sont intégrés dans le programme de pays, qui est fortement axé sur la protection de l'enfant, l'égalité entre les sexes, l'équité et l'insertion sociale.

31. Les principaux domaines du programme, notamment la justice pour mineurs, la réforme de la protection de l'enfant, l'insertion sociale des handicapés et des Roms,

la santé, le développement et la participation des jeunes, la mise en valeur des ressources humaines et la réforme de la justice sont particulièrement importants pour aider le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations énoncées par le Comité des droits de l'enfant, l'Union européenne et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Éléments du programme

Protection des enfants et insertion sociale

32. Ce volet du programme vise à accélérer la mise en œuvre de la réforme de la protection des enfants et à assurer des investissements plus importants en faveur d'activités en matière d'équité, d'insertion sociale et de protection des garçons et des filles les plus vulnérables, notamment des enfants roms, des enfants réfugiés, handicapés, pauvres, ayant maille à partir avec la justice, dépourvus de soins parentaux et victimes de violence, de sévices, d'abandon.

33. La réforme de la protection des enfants vise à réaliser notamment les résultats ci-après : a) une augmentation d'au moins 30 % de la proportion d'enfants et de familles ayant accès à des programmes préventifs pour tous dans les domaines de la protection sociale, de la santé et de l'éducation; b) une augmentation d'au moins 25 % du nombre tant des filles que des garçons ayant accès à des alternatives familiales ou communautaires au placement en institution. La priorité sera de transformer les institutions de placement, d'éviter de séparer les familles en renforçant le soutien apporté aux systèmes de santé et de protection sociale, de veiller dans les maternités au respect des normes internationalement reconnues, d'aider les familles vulnérables, d'assurer la mise en œuvre d'une politique viable et efficace d'éducation pour tous, de consolider les acquis obtenus à ce jour, de modifier les comportements et les pratiques en matière de placement en institution, de placement familial et d'adoption; et de renforcer les capacités locales des services de soutien familial et de substitution à la famille.

34. Le programme mettra l'accent sur le renforcement des capacités, par le biais d'une assistance spécialisée destinée à assurer l'élaboration et l'application de normes, et favorisera le transfert international de connaissances et la mise en commun de données d'expérience. Pour que le système puisse satisfaire aux obligations juridiques et politiques et répondre à la demande croissante de services d'éducation pour tous et de services à la famille et aux familles d'accueil, le programme s'inspirera de modèles de stratégies nouvelles reposant sur les meilleures pratiques ayant fait leurs preuves en privilégiant la durabilité.

35. Fort des résultats obtenus jusqu'ici, le programme de justice pour mineurs mettra l'accent sur l'application de la loi élaborée au titre du cycle de programme précédent, la poursuite du renforcement des capacités, l'extension de l'aide judiciaire gratuite aux mineurs, un plus grand recours aux peines de substitution à l'incarcération et sur le maintien du renforcement des mesures et programmes de prévention, y compris la protection des enfants contre la violence. Le programme continuera de bénéficier du solide soutien de l'Union européenne en matière de justice pour mineurs et de réforme du système de protection de l'enfance. Les principaux résultats escomptés sont une augmentation d'au moins 30 % des

alternatives communautaires respectueuses de l'égalité entre les sexes pour les enfants ayant maille à partir avec la justice.

36. Des programmes supplémentaires seront mis en place pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants, incorporer des normes d'équité entre les sexes dans les solutions multisectorielles face aux sévices, à l'abandon et à l'exploitation des enfants, et pour renforcer les mesures de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite. En vue de contribuer à ces changements d'attitude à l'égard de la violence, le programme collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies et ONG pour recueillir les données nécessaires, sensibiliser les parties intéressées et améliorer les comportements. Le programme s'attachera à lutter contre le tourisme sexuel, en étroite collaboration avec le bureau national chargé de la lutte contre la traite des êtres humains, les ministères de tutelle et la société civile.

37. Pour assurer l'insertion sociale, une attention particulière sera accordée à l'appui au développement de la petite enfance et à l'éducation intégrée en faveur des enfants handicapés et roms; à la promotion de normes sociales en matière d'équité, d'insertion et d'enregistrement des naissances des enfants roms et des enfants réfugiés; à l'insertion sociale des Roms, y compris une aide aux enfants qui vivent ou travaillent dans les rues pour qu'ils puissent réaliser leurs droits; à l'évaluation et à la réduction de la pauvreté chez les enfants, et à la lutte contre la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Le programme contribuera au pilier du programme intégré des Nations Unies sur l'insertion sociale qui couvre de nombreux domaines, notamment les soins de santé, l'éducation, la protection sociale, l'emploi et l'engagement civique.

38. Le programme aidera à modifier les comportements et les normes sociales de manière à améliorer les pratiques d'insertion des enfants vulnérables et exclus; à mettre en œuvre des politiques, pratiques, programmes et budgets contre l'exclusion des enfants; et à renforcer les initiatives visant à pourvoir aux besoins des adolescents les plus à risque et désavantagés, et à défendre leurs droits. Il s'assurera que tous les enfants d'âge scolaire ont accès à des connaissances sur la prévention des risques de catastrophe.

39. La mise en œuvre d'une politique globale de développement de la petite enfance permettra d'assurer le meilleur départ possible dans la vie. Le soutien technique nécessaire à l'application de politiques d'insertion sociale sera assuré. Les investissements consacrés aux enfants et aux jeunes sujets à risques ou victimes d'exclusion sociale seront accrus par le biais de systèmes de surveillance et de systèmes statistiques aux niveaux national et local, de programmes offrant à ces groupes une seconde chance, de la recherche sur la pauvreté des enfants et de l'analyse et du contrôle budgétaires. Le programme s'attachera à encourager la participation des jeunes, notamment des Roms et des enfants handicapés, en tant qu'agents de changement, y compris par l'élaboration d'une politique de la jeunesse et des sports. Des stratégies de prévention des risques de catastrophe axées sur les enfants seront mises en œuvre dans certaines écoles et municipalités.

40. Le programme aura pour principaux partenaires les Ministères du travail et des affaires sociales, de la justice, de l'intérieur, de l'éducation et des sports, de la santé, des finances, des affaires étrangères et de l'intégration européenne, et des droits des minorités et de l'homme, le Bureau des services d'enseignement, l'Institut de santé publique, les autorités municipales, les établissements d'enseignement préscolaire, les centres de protection sociale, les médias locaux, les organisations de la société

civile, les organisations non gouvernementales et les associations locales. Parmi les partenaires internationaux et locaux figurent notamment d'autres organismes des Nations Unies, l'Union européenne, l'OSCE, le Conseil de l'Europe et les ambassades.

41. Les ressources ordinaires serviront à mettre des compétences de base internationales et locales à la disposition du Gouvernement et d'autres partenaires. D'autres ressources seront mobilisées pour appuyer les activités de modélisation et d'innovation, de communication aux fins du développement et de réforme du système.

Droits de l'enfant, politiques et planification

42. Ce programme vise à sous-tendre les efforts actuellement déployés pour créer une solide infrastructure de protection des droits de l'enfant au Monténégro. Celle-ci comprend un cadre juridique dynamique, des lois et des politiques se prêtant à une application rigoureuse aux niveaux national et local, des données fiables sur les enfants, des moyens professionnels et administratifs efficaces, des mécanismes de gouvernance et de responsabilisation renforcés en faveur des enfants, et un contrôle indépendant des droits de l'enfant.

43. L'action en faveur de la mise en œuvre et du suivi efficaces du cadre législatif est la priorité des priorités du programme de développement. Les capacités institutionnelles nécessaires à la surveillance des droits de l'enfant méritent de bénéficier d'un appui plus soutenu, tout comme l'encadrement et la coordination des questions relatives aux enfants aux échelons national et municipal. Des statistiques et une analyse adéquates en général, et sur les enfants en particulier, auront des effets notables sur la planification, la prise de décisions et la réforme. Un investissement stratégique dans le capital humain s'impose.

44. Les résultats escomptés sont énoncés ci-après : a) application de la nouvelle législation entrée en vigueur, alignée sur la Convention relative aux droits de l'enfant et sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que sur les normes européennes; b) recueil, analyse et utilisation de statistiques ventilées selon le sexe par le Gouvernement et le Bureau du Médiateur, et suivi de la réalisation des droits des enfants et des femmes aux fins de l'élaboration de politiques. Le programme veillera également à ce que les droits de l'enfant soient systématiquement inscrits aux programmes des établissements d'enseignement universitaire et professionnel.

45. L'élément du programme sera axé sur les normes et pratiques de la Convention relative aux droits de l'enfant, les observations finales du Comité des droits de l'enfant et l'avis de l'Union européenne, de manière à favoriser l'élaboration de politiques étayées par des données concrètes et des pratiques visant à placer les enfants au cœur des programmes de développement national et local et d'adhésion à l'Union européenne. Le programme continuera d'élargir sa base de données factuelles sur les enfants grâce à des enquêtes empiriques et à d'autres formes d'acquisition de connaissances, notamment l'accès aux meilleures pratiques. Cet échange s'opérera par divers moyens, dont la presse et les médias sociaux.

46. Grâce à des investissements soutenus dans la mise en valeur des ressources humaines, ce volet du programme permettra de créer un cadre de planification

durable axée sur les droits de l'enfant et leur réalisation aux niveaux national et local. Il renforcera les capacités du Bureau du Médiateur en mettant en œuvre la stratégie définie à cet effet dans le programme précédent. Le programme créera un observatoire des droits de l'enfant composé de personnalités respectées du Monténégro qui veilleront, par une surveillance indépendante, à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Il renforcera également les relations avec le Parlement monténégrin.

47. On s'attend à ce que les négociations sur les diverses rubriques des acquis communautaires (corps de droits de l'Union européenne) tiennent dûment compte des droits de l'enfant. La chose sera rendue possible en aidant le Monténégro à accéder au savoir-faire international en matière d'élaboration et de reformulation des lois et des politiques, notamment un plan d'action national en faveur de l'enfance. Le programme appuiera le processus de décentralisation par le biais de l'élaboration, de la révision et de la mise en œuvre de programmes locaux d'action pour les enfants, ainsi qu'en facilitant les échanges de connaissances à l'intérieur du pays. Il aidera également les filles, garçons et jeunes à mieux intervenir dans des questions qui les touchent.

48. On veillera tout particulièrement à ce que les capacités professionnelles permettant de s'acquitter des obligations envers les enfants répondent à des normes adéquates. Les compétences en matière de recherche, d'élaboration de politiques, de planification et de prestation de services seront renforcées aux niveaux central et local au moyen d'un réseau international. On s'emploiera précisément à favoriser l'émergence d'un journalisme fondé sur l'éthique et les droits, en instituant un programme relatif aux droits de l'enfant à l'intention des étudiants en journalisme et en renforçant les capacités des responsables de l'administration publique. L'idée d'un diplôme de maîtrise en droits de l'enfant, qui avait été émise lors du cycle précédent, deviendra réalité.

49. Les principaux partenaires seront les Ministères du travail et des affaires sociales, de la justice, de l'intérieur, de la santé, de l'éducation et des sports, des affaires étrangères et de l'intégration européenne, le Bureau de la statistique du Monténégro, le Bureau du Médiateur, l'organisme de gestion des ressources humaines, le Parlement et les universités. Les autorités municipales, les médias locaux, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et les groupes de jeunes seront des partenaires clefs. Parmi les partenaires internationaux, figurent notamment d'autres organismes des Nations Unies, l'Union européenne, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Open Society Institute et la Banque mondiale.

50. Les ressources ordinaires seront consacrées à l'élaboration des politiques et à leur mise en œuvre, au suivi participatif et à la mobilisation sociale, au renforcement des capacités et au recours aux compétences techniques nationales et internationales. D'autres ressources seront mobilisées pour des interventions spécifiques.

51. Les dépenses multisectorielles couvrent les salaires du personnel multisectoriel, les voyages, la formation et l'équipement, selon que de besoin, ainsi que le coût de l'appui opérationnel supplémentaire à la gestion et à l'administration des bureaux de pays.

Principaux partenariats

52. Le programme collaborera avec le Gouvernement, des parlementaires, des associations professionnelles, des institutions universitaires, les médias, les autorités municipales et les services locaux, ainsi que la société civile. Les partenaires internationaux seront notamment constitués d'autres organismes des Nations Unies, de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, de la Banque mondiale, de l'OSCE, d'ambassades et de gouvernements dotés d'une accréditation diplomatique au Monténégro, des comités nationaux de l'UNICEF et le secteur privé. Le programme s'attachera tout particulièrement à favoriser l'instauration de partenariats avec le secteur privé pour mobiliser les ressources nécessaires et à assurer la responsabilité sociale des entreprises.

53. L'instauration de partenariats est essentielle à l'obtention de résultats à court et à long terme, dans la mesure où le programme est censé contribuer à créer les conditions de viabilité de la jouissance des droits de l'enfant.

Suivi, évaluation et gestion du programme

54. Le programme fera appel à divers indicateurs clefs permettant de suivre l'application des recommandations du Comité des droits de l'enfant et de l'avis de l'Union européenne, le taux d'enfants placés en institution par rapport à celui des enfants placés en milieu familial ou communautaire et le nombre et la qualité des analyses de situation et des analyses thématiques sur la réalisation des droits de l'enfant et de la femme, dans la perspective des droits de l'homme et de l'égalité des sexes. Des données seront ventilées selon l'âge, l'origine et le sexe.

55. Les études prévues portent notamment sur une analyse de situation actualisée sur les enfants et les femmes (2015) et des études sur les enfants qui vivent ou travaillent dans les rues, et sur l'exploitation sexuelle; des études sur les connaissances, comportements et pratiques; et des études consacrées au contrôle des dépenses publiques dans le domaine de l'éducation et de la santé. Des efforts particuliers seront déployés pour aider les ministères de tutelle et les partenaires locaux à recueillir et à analyser des données sur les enfants, notamment par le biais de la base de données TransMONEE. Des évaluations externes seront effectuées sur le projet de réforme du système de protection de l'enfant et l'application de la réforme du système d'éducation pour tous et de justice pour mineurs. La recherche analytique concernant l'insertion sociale d'enfants handicapés et roms sera soutenue.

56. Les activités du programme sont coordonnées à l'aide d'un plan de suivi et d'évaluation intégrés, complété par un renforcement du suivi sur le terrain, selon les modalités harmonisées de virements des fonds. Le suivi conjoint et les visites sur le terrain par l'UNICEF et les partenaires du Gouvernement, avec la participation d'autres organismes des Nations Unies, selon que de besoin, auront lieu régulièrement.

57. Le Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne est l'instance de coordination du Gouvernement. Il copréside avec l'UNICEF l'équipe spéciale de pays, un organe intersectoriel au niveau du Vice-Ministre. Une évaluation à mi-parcours aura lieu en 2014.

58. Le Bureau de l'UNICEF au Monténégro déménagera dans les locaux écologiques des Nations Unies à Podgorica en 2012.